



## Conseil économique et social

Distr.: Limitée  
18 mai 2004

Français  
Original: Anglais

---

**Commission pour la prévention  
du crime et la justice pénale**  
Treizième session  
Vienne, 11-20 mai 2004

### Projet de rapport

*Rapporteur:* Ajebe **Ligaba Wolde** (Éthiopie)

#### Additif

### Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale

1. À sa 9<sup>e</sup> séance, le 17 mai, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a examiné le point 7 de l'ordre du jour, intitulé "Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale". Elle était saisie des documents ci-après:

- a) Rapport du Secrétaire général sur les règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale (E/CN.15/2004/9 et Add.1);
- b) Rapport du Secrétaire général sur la prévention des infractions visant les biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples (E/CN.15/2004/10 et Add.1);
- c) Rapport du Secrétaire général sur les bonnes pratiques en matière de prévention du crime (E/CN.15/2004/12 et Add.1).

2. Après une déclaration liminaire du Directeur de la Division des traités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, la Commission a entendu des déclarations faites par les observateurs de l'Angola (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique) et de l'Irlande (prenant la parole au nom de l'Union européenne ainsi que des États candidats et des candidats potentiels), les représentants de l'Autriche, du Brésil, du Canada, de Cuba, de l'Égypte, de la Jamaïque, de la République de Corée et de la Turquie, ainsi que les observateurs de l'Argentine et du Guatemala. Les organismes des Nations Unies ci-après ont également fait des déclarations: Programme des Nations Unies pour les



établissements humains (ONU-Habitat) et Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le VIH/sida en Europe orientale et en Asie centrale a également fait une déclaration. La Commission a aussi entendu les déclarations des instituts et des organisations non gouvernementales ci-après: Institut européen pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, affilié à l'Organisation des Nations Unies, Défense des enfants – International, Ligue internationale des droits de l'homme, American Society of Criminology, Penal Reform International et Fondation asiatique pour la prévention du crime.

## **A. Délibérations**

3. Dans sa déclaration liminaire, le Directeur de la Division des traités a fait observer que la question des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale était inscrite de façon permanente à l'ordre du jour de la Commission et il a donné un aperçu des principaux éléments des rapports dont la Commission était saisie. S'agissant du groupe intergouvernemental d'experts sur les règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, convoqué conformément à la résolution 2003/30 du Conseil économique et social, en date du 22 juillet 2003, le Directeur a remercié, au nom de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Gouvernement canadien, pour l'assistance financière généreuse qu'il avait fournie, rendant possible la tenue de la réunion. Il a en outre remercié les présidents des groupes régionaux d'avoir aidé à sélectionner, au sein de leur groupe respectif, les experts devant participer à la réunion.

4. Il a indiqué à la Commission que les projets de questionnaire de collecte d'informations établis par l'Institut européen pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, affilié à l'Organisation des Nations Unies, et révisés à la réunion du groupe intergouvernemental d'experts, étaient présentés à la Commission dans des documents de séance et que les recommandations de la Réunion figuraient dans un projet de résolution dont la Commission était saisie.

5. Le Président de la réunion du groupe intergouvernemental d'experts a présenté le rapport de la réunion (E/CN.15/2004/9/Add.1) et a expliqué que le groupe était constitué de 13 représentants issus des 5 groupes régionaux. Il a souligné l'importance que les règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale revêtaient aux niveaux national, régional et international, pour ce qui est en particulier de la réforme de la justice pénale et des pays sortant d'un conflit. Il a déclaré que chaque année entre 27 à 30 millions de personnes étaient emprisonnées dans le monde. Le Président a évoqué son expérience de conseiller interrégional pour la prévention du crime et la justice pénale et a fait observer que les règles et normes des Nations Unies avaient provoqué un changement de mentalité dans le domaine de la justice pénale. Il a donné comme exemples l'Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing) (résolution 40/33 de l'Assemblée générale, annexe) et les Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile (Principes directeurs de Riyad) (résolution 45/112 de l'Assemblée générale, annexe), qui ont contribué à l'amélioration de la justice pénale et à l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant

(résolution 44/25 de l'Assemblée générale, annexe). Le Président a en outre souligné qu'il importait d'appliquer les règles et normes des Nations Unies dans les opérations de maintien de la paix et que, à cet égard, la coopération entre le Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime était essentielle. Il a remercié l'Institut européen pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, affilié à l'Organisation des Nations Unies, pour l'excellent travail qu'il avait accompli en élaborant les questionnaires de collecte d'informations, à la demande de la Commission, et a précisé que la réunion du groupe intergouvernemental d'experts avait examiné les questionnaires ligne par ligne. La réunion avait en outre examiné la catégorie des règles et normes portant principalement sur les modalités juridiques, institutionnelles et pratiques de coopération internationale et avait conclu que, bien que leur utilisation puisse être améliorée, il ne serait guère utile de procéder à une évaluation de leur application, sur le plan conceptuel ou méthodologique. Le Président a noté que les traités types de cette catégorie avaient joué un rôle important dans l'élaboration de conventions internationales, comme la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (résolution 55/25 de l'Assemblée générale, annexe I) et la Convention des Nations Unies contre la corruption (résolution 58/4 de l'Assemblée générale, annexe).

6. L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le VIH/sida en Europe orientale et en Asie centrale a fait un exposé sur le VIH/sida, eu égard en particulier à la population carcérale d'Europe orientale et d'Asie centrale. Il a présenté des statistiques sur l'épidémie mondiale de VIH/sida, qui indiquaient que l'infection par le VIH/sida était plus répandue parmi les jeunes et les femmes. Il a en outre noté que si l'Afrique subsaharienne comptait toujours le plus grand nombre de cas d'infection et de décès liés au VIH/sida, l'épicentre se déplaçait à présent vers l'Asie. Les dernières statistiques montraient en outre qu'il existait une corrélation entre le manque d'accès aux médicaments antirétroviraux et les taux élevés d'infection et de décès par le VIH/sida. L'Envoyé spécial a évoqué l'initiative de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) qui vise à traiter 3 millions de personnes vivant avec le VIH/sida dans les pays en développement d'ici à fin 2005 ("Initiative 3 X 5"), qui permettrait à 3 millions de personnes infectées d'avoir accès à des médicaments antirétroviraux d'ici à 2005.

7. S'agissant du système de justice pénale, l'Envoyé spécial a souligné que le VIH/sida était un problème de plus en plus grave pour la population carcérale en Europe orientale et en Asie centrale, principalement en raison de la consommation de drogues par voie intraveineuse et des rapports sexuels non protégés, en particulier chez les jeunes. Il a appelé l'attention de la Commission sur les "Directives de l'OMS sur l'infection au VIH et le sida dans les prisons"<sup>1</sup>, en vertu desquelles les détenus devraient avoir le même accès aux soins de santé que l'ensemble de la population. Les détenus toxicomanes devraient être encouragés à suivre un traitement et, le cas échéant, devraient pouvoir bénéficier d'un traitement à la méthadone. L'Envoyé spécial a par ailleurs proposé que dans les pays où l'ensemble de la population avait accès aux préservatifs et à des aiguilles et des seringues propres, la population carcérale devait également y avoir accès. Il a

<sup>1</sup> Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, UNAIDS/99.47/E (septembre 1999).

souligné le rôle moteur que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida jouaient à cet égard.

8. L'observateur de l'Angola, prenant la parole au nom du Groupe des États africains, a accueilli avec satisfaction le rapport de la réunion du groupe intergouvernemental d'experts et déclaré que le Groupe des États africains soutenait pleinement le projet de résolution qui y figurait. Le Groupe a également remercié le Gouvernement canadien pour l'appui financier fourni, qui avait permis aux experts africains de participer à la réunion.

9. L'observateur de l'Irlande, s'exprimant au nom de l'Union européenne et des pays candidats et des candidats potentiels, a indiqué que l'Union européenne était d'avis que les règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale avaient un rôle important à jouer dans l'action menée à l'échelle mondiale pour s'attaquer efficacement aux questions de la prévention du crime et de la justice pénale et avaient contribué à l'harmonisation de la législation et à l'élaboration d'une réaction unifiée aux problèmes liés à la criminalité. À cet égard, l'Union européenne s'est réjouie de l'inscription du point intitulé "Application effective des normes: cinquante années d'action normative en matière de prévention du crime et de justice pénale" à l'ordre du jour du onzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. S'agissant du rapport de la réunion du groupe intergouvernemental d'experts, il a salué au nom de l'Union européenne les efforts faits pour garantir que les questionnaires révisés soient concis, faciles à remplir, spécifiques et compréhensibles. L'Union européenne appuyait les conclusions de la réunion du groupe intergouvernemental d'experts, y compris celles relatives à la deuxième catégorie de règles et normes portant sur les modalités juridiques, institutionnelles et pratiques de coopération internationale, qui ont pris la forme de traités types et qui pourraient être mieux évaluées à l'aide d'autres mécanismes plus appropriés que les enquêtes visant à collecter des informations. Il a en outre précisé que l'Union européenne accordait une grande importance aux stratégies efficaces de prévention de la criminalité et soutenait pleinement la conclusion selon laquelle les activités de lutte contre la criminalité devaient être à la fois équilibrées et globales.

10. De nombreux intervenants ont accueilli avec satisfaction les rapports présentés à la Commission et se sont félicités des projets de questionnaires de collecte d'informations établis par l'Institut européen pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, affilié à l'Organisation des Nations Unies et révisés à la réunion du groupe intergouvernemental d'experts. Plusieurs intervenants ont en outre déclaré qu'ils soutenaient le projet de résolution qui figurait dans le rapport de la réunion.

11. Un intervenant a fait part des préoccupations de son pays quant à la procédure suivie pour l'élaboration des questionnaires de collecte d'informations et de leur contenu. Il a déclaré que la réunion du groupe intergouvernemental d'experts n'avait pas été suffisamment représentative et n'avait pas pu mettre à profit une participation démocratique des États intéressés. Par ailleurs, les projets de questionnaires de collecte d'informations étaient disponibles uniquement en anglais. L'intervenant a proposé que les projets de questionnaires révisés soient examinés lors d'une réunion à composition non limitée, qui ferait rapport à la Commission à sa quatorzième session.

12. Plusieurs orateurs ont évoqué les mesures prises dans leur pays en vue de l'application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, notamment l'abolition de la peine de mort, la réforme du système carcéral, y compris la réadaptation et la réinsertion des délinquants, l'introduction de mesures de substitution à l'incarcération, la formation du personnel des services de répression et la protection des victimes. Quelques intervenants ont par ailleurs souligné la nécessité de sensibiliser la société aux avantages des mesures de substitution à l'incarcération.

13. Plusieurs orateurs ont accueilli avec satisfaction le rapport du Secrétaire général sur les bonnes pratiques en matière de prévention du crime, en particulier l'élaboration d'un manuel pratique sur l'utilisation et l'application des Principes directeurs applicables à la prévention du crime (résolution 2002/13 du Conseil économique et social, annexe).

14. Un intervenant a évoqué la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, adoptés à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme en 1993, qui indique que "l'administration de la justice, notamment les organes chargés de faire respecter la loi et les organes chargés des poursuites et, surtout, un corps judiciaire et un barreau indépendant, en pleine conformité avec les normes applicables énoncées dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, sont essentiels à la pleine réalisation de ces droits, sans discrimination aucune et sont indispensables à la démocratisation et à un développement durable (A/CONF.157/23, par. 27). À cet égard, il a précisé que les juges jouaient un rôle central pour ce qui est de garantir le maintien de l'état de droit dans leur pays, mais que ce rôle important n'était ni assez reconnu, ni soutenu au niveau international. À cet égard, il a appelé l'attention de la Commission sur les recommandations du Colloque sur le rôle des juges dans la promotion et la protection des droits de l'homme, qui s'est tenu à Vienne en novembre 2003 (E/CN.4/2004/G/26, annexe).

15. S'agissant du rapport du Secrétaire général sur la prévention des infractions visant les biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples, plusieurs intervenants ont indiqué que le traité type pour la prévention des infractions visant les biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples<sup>2</sup> avait été un repère utile lors de la conclusion des traités bilatéraux.

16. L'observatrice de l'UNESCO a indiqué que le trafic de biens culturels était en hausse et, du point de vue financier, n'était dépassé que par le trafic de drogues. Elle a évoqué les deux conventions de l'UNESCO et le traité type pour la prévention des infractions visant les biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples, qui contenaient des dispositions spécifiques relatives aux sanctions pénales et aux possibilités d'appliquer le droit pénal. Elle a recommandé que l'on révisé le traité type de 1990 en vue de rédiger un chapitre plus élaboré sur les sanctions pénales et de l'harmoniser avec les normes juridiques internationales applicables à la protection des biens meubles culturels.

17. L'observatrice d'ONU-Habitat a donné un aperçu des activités de prévention de la criminalité réalisées dans le cadre du Programme "Safer Cities". ONU-Habitat

---

<sup>2</sup> Voir *Huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, la Havane, 27 août-7 septembre 1990: rapport établi par le Secrétariat* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F. 91. IV.2), chap. I, sect. B, par. 2.

privilégie l'action au niveau des villes et le renforcement des capacités, pour soutenir les autorités locales et leurs partenaires, et notamment les campagnes de sensibilisation internationale, l'élaboration de normes et l'assistance technique directe. Dans ce contexte, ONU-Habitat estimait que les autorités locales devaient être considérées comme les partenaires clefs dans la lutte contre la criminalité, conformément aux Orientations pour la coopération et l'assistance technique dans le domaine de la prévention de la délinquance urbaine (résolution 1995/9 du Conseil économique et social en date du 24 juillet 1995) et aux Principes directeurs applicables à la prévention du crime (résolution 2002/13 du Conseil, annexe). L'observatrice a par ailleurs indiqué qu'ONU-Habitat avait amorcé une collaboration opérationnelle avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et d'autres partenaires du système des Nations Unies en vue de mettre au point des interventions locales et de promouvoir la prévention de la criminalité en milieu urbain. ONU-Habitat contribuait aussi à l'organisation de l'atelier intitulé "Stratégies et meilleures pratiques de prévention du crime, en particulier pour ce qui a trait à la délinquance urbaine et aux jeunes à risque" lors du onzième Congrès.

18. L'observateur de l'Institut européen pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, affilié à l'Organisation des Nations Unies, a remercié l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, les experts participant à la révision des questionnaires de collecte d'informations et les instituts du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale pour leurs contributions à l'élaboration des questionnaires.

19. L'observateur de la Fondation asiatique pour la prévention du crime a souligné qu'il était impératif de continuer à mettre au point des activités et des projets sur l'utilisation et l'application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, notamment en tirant parti des compétences et des apports des instituts du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et de justice pénale. Les normes des Nations Unies étaient un repère à l'aune duquel les États pouvaient évaluer l'état de leurs systèmes et leurs besoins éventuels de réforme. Elles constituaient aussi un cadre de référence pour le personnel de justice pénale. En tant que telles, elles étaient un outil essentiel de coopération technique et de renforcement des capacités. À cet égard, l'observateur a indiqué que la Fondation avait sensibilisé les agents des services de justice pénale à la réforme du système de justice pénale dans la région en facilitant la formation à l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient. La Fondation était disposée à proposer son expertise, en particulier dans le domaine de la réduction du surpeuplement carcéral.

20. L'observateur de la Ligue internationale des droits de l'homme a souligné le rôle de l'Accord type relatif au transfert des détenus étrangers que le septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants avait adopté en 1985<sup>3</sup>. De l'avis de la Ligue, cet accord type devrait être mis à jour pour continuer de servir de cadre de référence à la coopération intergouvernementale dans ce domaine, eu égard à la situation actuelle, et au nombre croissant d'étrangers détenus dans de nombreux pays. La Ligue a proposé

---

<sup>3</sup> *Septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Milan, 26 août-6 septembre 1985: rapport établi par le Secrétariat* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F. 86. IV.1), chap. I, sect. D.1, annexe.

que, conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social en date du 25 juillet 1996, la question soit renvoyée par la Commission à un groupe chargé de lui faire rapport à sa quatorzième session.

21. L'observateur de Penal Reform International a appelé l'attention sur le problème du surpeuplement et des conditions carcérales partout dans le monde et a informé la Commission que le deuxième Congrès mondial contre la peine de mort se tiendrait à Montréal (Canada) du 6 au 9 octobre 2004, et que les conclusions de ce congrès seraient portées à l'attention du onzième Congrès. Il s'est en outre réjoui que le Congrès examinerait le projet de Charte des droits fondamentaux des détenus, comme toutes les réunions préparatoires régionales l'avaient recommandé.

22. L'observateur de l'American Society of Criminology a accueilli avec satisfaction les projets de questionnaire de collecte d'informations sur les règles et normes et s'est déclaré acquis à l'idée d'améliorer encore l'utilisation et l'application de ces règles et normes, notamment en organisant deux réunions parallèles au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Application effective des normes: cinquante années d'action normative en matière de prévention du crime et de justice pénale" en marge du onzième Congrès. L'American Society of Criminology attendait avec intérêt un débat animé sur le rapport du Secrétaire général sur la peine capitale et l'application des garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort, qui sera présenté à la Commission à sa quatorzième session.

23. L'observateur de Défense des enfants – International a fait observer que le Comité des droits de l'enfant avait indiqué que des États Parties avaient des difficultés à appliquer la Convention relative aux droits de l'enfant, ainsi que les règles et normes connexes des Nations Unies qui visaient les enfants qui étaient en conflit avec la loi et en particulier ceux qui étaient privés de leur liberté. Il a fait référence au rapport de Comité des droits de l'enfant intitulé: "Kids behind bars: a study on children in conflict with the law; towards investing in prevention, stopping incarceration and meeting international standards"<sup>4</sup>, qui montre que plus d'un million d'enfants dans le monde sont privés de leur liberté et détenus dans des conditions déplorables, en violation flagrante du droit international. Il a déclaré que les États Membres devaient être encouragés à élaborer des plans d'action nationaux sur la justice pour mineurs qui fixeraient des objectifs pour la réduction du nombre d'enfants arrêtés, détenus ou incarcérés et seraient axés sur la collecte et l'analyse de données, la prévention de la délinquance juvénile, la promotion de mesures de substitution à l'incarcération, y compris la justice réparatrice et l'amélioration des conditions des enfants privés de leur liberté.

24. Dans ses observations finales, le Directeur de la Division des traités a signalé la richesse et la diversité des interventions relatives à ce point de l'ordre du jour, qui n'avait pas retenu une attention suffisante jusqu'à présent. S'agissant du groupe intergouvernemental d'experts, il a fait observer que les recommandations de la réunion étaient le résultat d'une représentation géopolitique équilibrée et de contributions auxquelles les présidents de tous les groupes régionaux avaient été pleinement associés, conformément au mandat énoncé par le Conseil économique et social dans sa résolution 2003/30, dans laquelle il a prié le Secrétaire général de réunir, sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires, un groupe

<sup>4</sup> Defence for Children International (Stenco, Amsterdam).

intergouvernemental d'experts sélectionnés suivant le principe d'une représentation géographique adéquate et équitable. À cet égard, le Directeur a aussi noté que l'on n'obtiendrait pas grand-chose si le mandat conféré au Secrétariat par la Commission était constamment modifié. En ce qui concerne les traités types, le Directeur a réaffirmé leur utilité dans la procédure multilatérale de conclusion des traités – ce dont témoignent les dispositions pertinentes de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et la Convention des Nations Unies contre la corruption – ainsi que dans la procédure bilatérale de conclusion des traités. Chaque fois qu'il convenait, le Secrétariat s'est fondé pleinement sur les traités types pour élaborer, réviser et mettre à jour les manuels relatifs à l'entraide judiciaire et l'extradition, qui figurent dans les documents de séance dont la Commission est saisie. Toutefois, vu leur nature juridique, qui était différente de celle des règles et normes des Nations Unies relevant de la première catégorie, ces traités types ne se prêtaient pas à un exercice de collecte d'informations comme celui recommandé par la réunion du groupe intergouvernemental d'experts à propos de la première catégorie. Pour ce qui est de la mise à jour de certains de ces traités types, la Commission voudra peut-être examiner cette option ou recommander un approfondissement des travaux en envisageant l'élaboration d'un traité multilatéral juridiquement liant, par exemple sur le transfert des détenus étrangers, si elle le jugeait nécessaire.

---